diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

URSS-Russie, 1991-2011 : quels héritages stratégiques à l'égard de l'Union européenne ?

mardi 1er février 2011,par Pierre VERLUISE

Citer cet article / To cite this version :
Pierre VERLUISE, **URSS-Russie, 1991-2011 : quels héritages stratégiques à l'égard de l'Union européenne ?** , *Diploweb.com : la revue géopolitique, 1er février 2011.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site **https://fr.tipeee.com/diploweb** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

A l'occasion du 6e Festival de géopolitique, consacré à l'Eurasie, le Diploweb.com remet à la Une cet article qui aborde une question clé : existe-t-il des héritages stratégiques de l'URSS dans les calculs de la Russie post-soviétique à l'égard de l'Union européenne ?
Cet article a été initialement mis en ligne en 2011.

English

AVEC des modalités différentes, les années Gorbatchev (1985-1991) comme les années Poutine (2000 -) ont le même objectif majeur : l'ancrage à la sphère occidentale et plus particulièrement ouest-européenne. À l'époque soviétique la manœuvre passe par le développement d'un rideau de fumée via la *glasnost* pour multiplier l'endettement extérieur tout en organisant la fuite des capitaux. Depuis le début du XXIe siècle, la Russie poutinienne utilise les hydrocarbures et ses investissements pour se remettre en position de force à l'égard des pays membres de l'Union européenne. Dans les deux cas, il s'agit bien d'ancrer la zone russe à la sphère de modernité et de prospérité de l'Europe de l'Ouest.

I. La stratégie soviétique

Au milieu des années 1980, le Secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev (1985-1991), doit faire face à une crise systémique à laquelle il tente d'apporter une réponse stratégique. Alexandre Zinoviev en explique ainsi le ressort : « Avec la venue de Gorbatchev, les dirigeants soviétiques proposent à l'Occident la forme de mensonge qui convient à ce dernier. Ils se sont mis à jouer la volonté de mener des réformes qui supprimeraient tous les griefs nourris par les Occidentaux envers l'Union soviétique. Nous assistons à une campagne grandiose visant l'opinion internationale, telle que l'histoire n'en a jamais vue ». [1] M. Gorbatchev remporte ce succès médiatique, explique Michel Heller, parce qu'il sait « se conformer à l'image que l'on attend de lui. C'est exactement le leader communiste que le monde occidental espère depuis la Révolution d'Octobre 1917 : pacifique, libéral et démocrate, tout en restant fidèle socialiste ». [2]

Réputée communiste, l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev affiche bientôt des centaines de mini-partis d'innombrables tendances. Étiquetée totalitaire, l'URSS se déclare subitement attachée à l'idéal démocratique et à l'État de droit. Classée économie planifiée, l'URSS produit alors par la bouche de Mikhaïl Gorbatchev un discours de « réforme » en faveur de l'économie de marché. Crainte comme une menace militaire, Moscou sature maintenant les Occidentaux de propositions de désarmement… et obtient le retrait des Pershing américains déployés en Europe de l'Ouest. Mikhaïl Gorbatchev impose ainsi une nouvelle grille de lecture de l'Union soviétique.

Pour révolutionner l'image de l'URSS, la direction soviétique se donne une allure occidentale, en avouant dans la presse des secrets précédemment bien gardés : la prostitution, la toxicomanie, les accidents ferroviaires ou aériens. En présentant de façon très maîtrisée des réalités finalement très banales, il s'agit de redonner de la valeur aux informations de source soviétique … pour assurer une meilleure diffusion de la parole du Kremlin.

Bonus vidéo. P. Verluise. La « Glasnost » de M. Gorbatchev (1985-1991) : transparence ou désinformation ?

Superbonus : [la vidéo accompagnée de sa synthèse]

Aussi bien en Union soviétique qu'à l'étranger, « il s'agit de maîtriser le Verbe afin de le transformer en une arme puissante entre les mains du Secrétaire général » [3], écrit M. Heller. Il précise : « Tout est fait pour endiguer le flot d'informations vraies pour le mêler au mensonge, l'adapter aux besoins du moment. […] L'une des réussites les plus magnifiques de la *glasnost* est d'avoir libéré les correspondants étrangers en poste en URSS de la nécessité de trouver des nouvelles. Toutes les « nouveautés », toutes les « nouvelles à sensation » leur tombent, préfabriquées, de sources soviétiques : par le biais des agences de presse *TASS* et *Novosti*, aux « briefings » dans les ministères, lors de conversations de confiance avec les leaders soviétiques. Plus n'est besoin, à présent, d'autres sources qu'officielles. […] Jamais, auparavant, même dans les conditions de la censure la plus stricte, on était parvenu à contrôler aussi formidablement la presse étrangère. » [4]

Un diplomate français confie lors d'un entretien au Quai d'Orsay : « Après avoir parasité les peuples d'Union soviétique, puis des pays d'Europe de l'Est, la direction soviétique fait tout pour parasiter le troisième cercle : l'Europe de l'Ouest. À cet égard, l'endettement délibéré est un processus d'ancrage magistral. » [5] Les Soviétiques ont effectivement compris qu'à partir d'un niveau de crédit conséquent, le débiteur tient son créancier. Parce que le débiteur peut facilement le mettre en danger, en suspendant ses remboursements. Le rapport de force est donc, paradoxalement, en faveur du débiteur.

Or, l'endettement extérieur soviétique fait plus que tripler de 1985 à 1991 [6]. Au mois de décembre 1991, la dette extérieure soviétique atteint 70 milliards de dollars. Elle se répartit alors de manière presque égale entre les banques et les créanciers publics étrangers. Tous font grise mine lorsque l'URSS suspend le remboursement de sa dette, le 4 décembre 1991.

Les pays ouest-européens viennent largement en tête des pays créanciers, avec plus de 75% des créances soviétiques. À elles seules, l'Allemagne et la France supportent 46 % de la dette extérieure soviétique. L'Allemagne en détient 36% et la France 10%. La France se trouve donc au deuxième rang mondial des créanciers. Ce qui ne manque pas d'ambition, voire de prétention. L'Italie occupe le troisième rang avec 7%, et le Royaume-Uni le quatrième avec 5%. Ainsi, ces quatre piliers de la Communauté économique européenne supportent à eux seuls près de 60% de la dette soviétique. Il est à noter que l'engagement des États-Unis et du Japon reste pour chacun inférieur à 2,5% du total. Il paraît donc possible d'évoquer une surexposition des Européens en matière de risques sur la Russie.

Parallèlement, la fuite des capitaux soviétiques a sans cesse pris de l'ampleur depuis l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. Au 1er décembre 1991, soit quelques jours avant la suspension de paiement d'une dette extérieure de 70 milliards de dollars, les spécialistes évaluent entre 25 et 100 milliards de dollars les capitaux soviétiques déposés à l'étranger, à l'abri des créanciers. Ces capitaux en fuite représentent une menace potentielle pour la stabilité des marchés financiers. Des mouvements coordonnés pourraient avoir des incidences majeures. Quoi qu'il en soit, le 4 décembre 1991, Moscou annonce la suspension du paiement de sa dette extérieure. Les caisses sont vides… et pour cause.

L'endettement délibéré et la fuite des capitaux mis en œuvre durant les années Gorbatchev pourraient être deux moyens utilisés de manière simultanée au service d'une même stratégie : l'ancrage de la zone soviétique à la sphère de prospérité occidentale. Ce ne serait, dès lors, pas un hasard, si l'Europe de l'Ouest, espace stratégique prioritaire pour les Soviétiques, se trouve dans la situation la plus difficile. Les États-Unis, eux, attendent la chute du mur de Berlin pour promettre leur premier milliard.

Cette stratégie soviétique, si brillante soit-elle, n'a effectivement pas empêché la chute du rideau de fer, l'éclatement du bloc de l'Est en 1989… et l'implosion de l'URSS le 8 décembre 1991.

II. La stratégie poutinienne

La Russie connaît de 1999 à l'été 2008 une croissance économique ininterrompue. Le taux de croissance du PIB atteint 6,4% en 2005, 7,4% en 2006 et 8,1% en 2007. Sous l'influence de clans issus du FSB – héritier du KGB - les années Poutine (2000 -) voient l'émergence d'un modèle productif russe spécifique, caractérisé par la mise au pas des oligarques des années Eltsine (1990-1999), la réappropriation de la rente par l'État et la mise en place d'institutions de développement dirigées par la puissance publique, au service d'un projet politique… et géopolitique. Au-delà des ruptures, on peut y lire une certaine continuité avec un modèle historique « russo-soviétique », notamment parce que le FSB est associé à cette stratégie.

Depuis 2004, en coupant à plusieurs reprises les flux de gaz et de pétrole pour dicter ses conditions à ses voisins – notamment l'Ukraine et la Biélorussie – la Russie s'affirme comme « une superpuissance énergétique prête à se servir de l'arme énergétique à des fins tant économiques que politiques. Dans le même temps, ces […] crises ont révélé aux yeux des Européens la forte dépendance énergétique de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie », constate un rapport de la délégation pour l'Union européenne du Sénat. [7] La reprise en main du secteur énergétique par l'État russe a été un préalable, et la société *Gazprom [8]* en devient le symbole.

La nouvelle diplomatie énergétique russe s'articule autour de trois objectifs : sécuriser les voies d'exportation, acquérir des actifs à l'étranger – notamment par des Fonds souverains – et faire monter les enchères en annonçant son intention de diversifier les débouchés en direction de l'Asie ou des États-Unis, tout en nouant des alliances de revers avec d'autres pays producteurs.

Depuis le début des années 2000, au nom de la défense des intérêts russes, le Kremlin s'est progressivement (re)mis en position d'imposer son contrôle sur l'exploitation des matières

premières et des ressources naturelles de son territoire et son monopole sur le transit, tout en profitant de l'ouverture des marchés européens pour s'y implanter. [9] Ce qui lui permet de s'aménager des positions de force pour l'avenir, afin d'atteindre le vieil objectif d'un ancrage européen.

Dans un mémoire de géopolitique réalisé à l'Ecole de guerre sous ma direction, l'Ingénieur Principal de l'Armement Laurence Gabouleaud a mis à jour la stratégie du Kremlin visant à ancrer la Russie non seulement par les oléoducs et gazoducs mais encore par les investissements [10]. Elle écrit : « Consciente de l'avantage acquis avec ses richesses en hydrocarbures, la Russie investit au sein de l'Union européenne de façon méthodique et organisée pour maîtriser l'ensemble de la chaine énergétique.

Dans le transit des hydrocarbures, la Russie cherche à prendre le contrôle des infrastructures de transport, stratégie qui vise à sécuriser son exportation. L'effondrement de l'URSS a fait perdre à la Russie la maîtrise de certaines voies de transit. La construction de pipelines est une alternative à l'éventuel blocage du transit des hydrocarbures vers l'Europe occidentale, son principal client. Ainsi, le projet de gazoduc nord-européen avec l'Allemagne, ou bien celui plus au Sud avec l'Italie, participent de cette stratégie. De même un accord russo-autrichien autorise à Gazprom à assurer directement le transit de son gaz via le territoire autrichien, sachant que le volume de gaz russe transitant annuellement via l'Autriche dépasse les 30 milliards de m3. Le contrôle de voies de transit doit permettre à la Russie d'être un acteur incontournable, à la fois dans le développement de nouvelles infrastructures et dans les tarifs du transit qui constituent un poids important du coût d'exportation de la société gazière. L'idée de Moscou est bien de sécuriser les voies d'exportation et de trouver de nouveaux débouchés.

Au niveau du stockage, Gazprom et la firme autrichienne OMV ont signé un accord qui porte sur la coopération pour le développement d'un pôle gazier en Europe centrale, à Baumgarten, près de la frontière slovaque. Ce pôle gazier aura une capacité de stockage de quelque 2,5 milliards de m3 ce qui devrait faire de lui, dès 2011, le deuxième plus grand centre de stockage de gaz en Europe centrale. Sa construction sera assurée par Gazprom pour un coût estimé à 260 millions d'euros. Plus au nord, Gazprom Germania prévoit d'aménager le plus grand site de stockage souterrain de gaz naturel en Europe au nord de Berlin, site qui serait alimenté par le gazoduc North Stream. En Belgique, un *Memorandum Of Understanding* (MOU) a été signé en 2006 entre les opérateurs gaziers Fluxys (filiale de Suez-Tractebel) et Gazexport (filiale à 100% du russe Gazprom) prévoyant la création d'une co-entreprise qui étudierait le développement d'un stockage souterrain de gaz naturel dans la partie nord du pays.

Dans le domaine du raffinage, la Russie négocie en 2009 avec la Serbie pour le rachat de la raffinerie NIS. Avec l'Allemagne, Gazprom - via sa filiale Gazprom Germania dont le siège est à Berlin - a conclu, en novembre 2007, un accord avec Dow Chemical dans le domaine du traitement du gaz naturel. Au niveau pétrolier, Lukoil - second groupe pétrolier pour son activité en Russie - étudie en 2009 le rachat d'une raffinerie en Italie.

En ce qui concerne la distribution, Gazprom a été autorisé à prendre une participation importante dans les activités de distribution de gaz domestique en Autriche et plus précisément à Salzburg et dans les provinces de Carinthie et de Styrie, ce qui représente, en termes de population, la moitié des neuf provinces autrichiennes. Gazprom vend son gaz au

prix de 240 dollars les 1 000 m3 alors qu'en 2009 le consommateur autrichien se voit facturer près de 1 000 dollars pour la même quantité. C'est le premier accord de ce type pour la Russie sur le marché européen. En France, Gazprom et Gaz de France ont prolongé jusqu'en 2030 leurs contrats existants de fourniture de gaz naturel, avec une augmentation du volume approvisionné à compter de la mise en service de North Stream.

Enfin, Soteg - fournisseur de gaz naturel et d'électricité du Grand Duché du Luxembourg - a annoncé en avril 2007 la signature d'un MOU avec Gazprom Marketing&Trading visant à construire une centrale TGV (turbine-gaz-vapeur) à Eisenhüttenstadt (Allemagne). L'investissement global est évalué à 400 millions d'euros pour cette co-entreprise qui sera détenue à parts égales par les deux opérateurs.
La Russie cherche également à se diversifier en niveau des ressources et des technologies. Déficient sur la filière du gaz liquide, Gazprom est actionnaire de la société hongroise MOL et finance en Croatie une société de déliquéfaction. Une manière pour elle d'acquérir des compétences qui lui font défaut. Elle cherche également à acquérir de nouvelles technologies afin d'exploiter les gisements de ressources naturelles difficiles d'accès.

Autant d'exemples qui montrent que la Russie ne se contente plus d'être un pays producteur d'énergie et qu'elle investit, au niveau européen, dans tous les secteurs du domaine énergétique. » Sans oublier qu'après la parenthèse de la révolution orange (2004), Moscou retrouve début 2010 à la présidence de l'Ukraine un dirigeant pro-russe, ce qui a son importante puisqu'une majorité des flux de gaz russe à destination de l'Union européenne passe encore par l'Ukraine.

Fin 2008-début 2009, la Russie entre cependant brutalement en récession. [11] En 2010, l'État annonce des privatisations afin de remplir les caisses, mais l'expérience invite à penser que le Kremlin saura utiliser les circonstances et ses réseaux pour faire des choix pertinents.

Notons, cependant, que **l'Union européenne semble avoir - enfin – depuis peu compris les risques d'une libéralisation inégale des marchés énergétiques**. Il faut, semble-t-il, y voir l'apport de certains nouveaux Etats membres d'Europe balte et centrale. En effet, la transposition progressive de la troisième directive [12] de l'UE sur le gaz impose notamment le découplage, par les États membres, des activités de production, de distribution et de transport. Le processus est en cours dans les États baltes et en Pologne. C'est un camouflet pour le monopole russe Gazprom qui tempête et menace [13].

Quoi qu'il en soit, avec des moyens différents, l'objectif de la Russie de V. Poutine reste le même que celui de M. Gorbatchev : ancrer la Russie à la sphère de prospérité européenne. Et les réseaux d'influence russes, en partie renouvelés, se démènent pour arriver à cette fin, notamment à travers la publication d'articles et d'ouvrages démontrant combien il serait vital de développer une alliance avec la Russie. Et nous n'avons pas encore tout vu. […]

Copyright 2011-Verluise

Cet article a été initialement publié sous le titre "L'ancrage européen de la Russie" dans le numéro 45 de la revue Agir sur la Russie publié en février 2011 sous la direction d'Eric Brunat

Plus

Marina Glamotchak a développé ultérieurement une argumentation qui va dans une direction assez proche, "L'enjeu énergétique dans les Balkans. Stratégie russe et sécurité européenne", éd. Technip, 2013.

Avec l'effondrement du communisme qui a provoqué la rupture des équilibres issus du bipolarisme militaire de la guerre froide, la mutation du monde économique a, entre autres bouleversements, initié un nouveau rapport de force. Au point qu'un nouveau « Grand jeu » se déroule avec, cette fois, pour toile de fond l'approvisionnement énergétique de toute une partie de l'Europe.

C'est ce nouveau « Grand jeu » que Marina Glamotchak nous décrit ici de façon magistrale avec la double expertise qui est la sienne : celle d'une spécialiste de l'énergie et d'une experte des Balkans.
C'est que les Balkans représentent pour les Russes un enjeu essentiel : les exportations d'hydrocarbures constituent une source majeure de revenus en même temps qu'un excellent instrument d'influence géopolitique. Les positions qu'ils ont acquises dans le domaine de l'énergie, y compris le projet du gazoduc South Stream, doivent les aider à contrecarrer les mesures prises par l'Union européenne pour diversifier ses approvisionnements, principalement gaziers. L'Union Européenne veut échapper à une forme de dépendance envers Moscou ; une dépendance qui pèse encore sur certains pays de l'ancien bloc de l'Est, alimentant des tensions à répétition. Or, hormis l'élaboration de cinq projets concurrentiels de gazoducs du Corridor du Sud, L'Union européenne, a mis en place avec les pays de l'Europe du Sud-Est une « Communauté de l'énergie » .

« Pour les différentes nations des Balkans, l'avenir géopolitique et énergétique décrit par l'auteur est également passionnant. Ou bien ils se tourneront vers l'Union européenne, ou bien vers la Russie, pensera-t-on en général. Mais Marina Glamotchack laisse entrevoir une troisième hypothèse : ils feront les deux et la Russie, par le biais de l'énergie et grâce à South Stream, se retrouverait en quelque sorte "membre honoraire" de l'Union européenne » indique Georges-Henri Soutou, Membre de l'Institut, dans sa préface.

Table des matières : 1. La diplomatie énergétique russe, un exercice de puissance. 2. Les intérêts et la politique énergétique russes dans les Balkans. 3. Les relations Russie-Serbie : l'âme slave à l'épreuve de l'énergie. 4. La Croatie, sur le point d'entrer dans l'Union européenne, retire son « niet » aux capitaux russes. 5. Les intérêts énergétiques russes en Bosnie-Herzégovine. 6. Monténégro : les capitaux russes ne s'intéressent pas qu'à l'énergie. Annexes, cartes.

Voir ce livre sur le site ces éditions Technip

P.-S.

Directeur du site géopolitique *Diploweb.com*. *Distinguished Professor* de Géopolitique à l'ESC Grenoble. Auteur de nombreux ouvrages dont *Géopolitique des frontières européennes*, Argos 2013, à paraître en anglais en avril 2014 chez Eska.

Notes

[1] Alexandre Zinoviev, Le Gorbatchevisme ou les pouvoirs d'une illusion, L'Age d'Homme, 1987, pp. 11-12.

[2] Michel Heller, Le 7e Secrétaire, splendeur et misère de Mikhaïl Gorbatchev, Olivier Orban, 1990, p. 371.

[3] Michel Heller, Ibid. , p. 128.

[4] Michel Heller, Ibid. , p. 101 et p. 143.

[5] Entretien avec Pierre Verluise, Paris, Quai d'Orsay, 1991.

[6] Toutes les données ci-après concernant l'endettement extérieur soviétique puis la fuite des capitaux soviétiques sont extraites des informations rassemblées auprès de la Banque de France, de la Banque centrale de Russie, des banques françaises et des experts rencontrés entre 1991 et 1994 par Pierre Verluise, pour Le nouvel emprunt russe, éd. Odilon Média, 1996, 210 p.

[7] Pozzo di Borgo, Yves, « Union européenne – Russie : quelles relations ? » Les rapports du Sénat, n° 307, 2006-2007, 100 p.

[8] Cf. Locatelli, Catherine, « Les stratégies d'internationalisation de Gazprom », Le courrier des pays de l'Est, n°1061, documentation française, mai-juin 2007, pp. 32-44.

[9] Cf. Bayou, Céline et Verluise, Pierre, « Russie, énergie et géopolitique », in Ciattoni, Annette (dir.) La Russie, Paris, Sedes, 2007, pp. 81-110.

[10] Ingénieur Principal de l'Armement Laurence Gabouleaud, Russie-Union européenne : quelles stratégies en matière d'investissements ? , mémoire de géopolitique rédigé à l'Ecole de guerre dans le cadre du séminaire « L'Union européenne et le lien transatlantique » dirigé par Pierre Verluise, publié sur le site géopolitique www.diploweb.com le 3 mai 2010 à l'adresse http://www.diploweb.com/Russie-Union-europeenne-quelles.html .

[11] Cf. Philippe Condé, La crise en Russie, publié sur le site géopolitique www.diploweb.com le 10 octobre 2009 à l'adresse http://www.diploweb.com/La-crise-en-Russie.html

[12] Directive 2009/73/CE, qui doit être transposée par les États membres d'ici le 3 mars 2011.

[13] Céline Bayou, Russie : L'Union européenne porte un coup à Gazprom, mis en ligne sur le site Regard sur l'Est le 1er novembre 2010 à l'adresse http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1124